

Prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de GRTgaz et Teréga

Date de la contribution : 04/10/2019

Question 1 : Quelle est votre position quant à l'introduction éventuelle d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour le tarif ATRT7 ?

Pas d'avis.

Question 2 : Avez-vous des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Pas d'avis

Question 3 : Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATRT7 ?

Commentaire :

Pas d'avis

Question 4 : Êtes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Commentaire :

Pas d'avis

Question 5 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Commentaire :

Pas d'avis

Question 6 : Êtes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Commentaire :

cf. Réponse question 8

Question 7 : Êtes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Commentaire :

cf. réponse question 8

Question 8 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Il nous semble important que la CRE assure la transparence des dépenses relatives à la R et D et l'innovation des opérateurs. La transmission annuelle à la CRE d'informations techniques et financières pour l'ensemble des projets en cours et terminés et la publication bisannuelle par les opérateurs d'un rapport R et D à destination du public vont dans le bon sens.

Par ailleurs, nous sommes très attachés à ce que les résultats de la recherche soient réellement exploités par l'ensemble des parties prenantes.

Pour augmenter l'impact de la recherche, il faut un dialogue entre les différents acteurs, d'une part en amont des projets pour identifier ensemble les thèmes de recherche prioritaires, d'autre part pendant ou après les projets pour mieux partager et valoriser les résultats. Mais ce dialogue ne doit pas alourdir le processus décisionnel. Surtout, il doit tenir compte du temps de la recherche et de la diffusion des connaissances. Quand les questions pratiques du monde socio-économique nécessitent un programme de recherche ambitieux, l'exercice annuel ne doit pas remettre en cause des engagements qui doivent s'inscrire dans la durée.

L'idée d'indicateurs standardisés nous semble ne pas tenir compte de la complexité du processus de diffusion des connaissances. Que partage-t-on et par quel canal ? Les canaux de diffusion des résultats de la recherche sont nombreux : publication, brevet, logiciel, création de start-up, échange informel, formation... Bien sûr, nous aimerions disposer d'une panoplie complète d'indicateurs quantitatifs pour mesurer l'impact de la recherche, voire prévoir cet impact pour mieux choisir nos projets. Mais tout ne peut pas se compter, comme le savent bien les sociologues. L'usage de méthodes qualitatives et les retours d'expérience sur les démonstrateurs financés par le tarif nous semblent plus appropriés. Nous devons au fond apprécier, plutôt que mesurer l'efficacité de la recherche.

La recherche académique contribue aux objectifs de recherche des opérateurs de gaz sur la sécurité industrielle, la transition énergétique et la performance opérationnelle. Ces objectifs font écho aux défis sociétaux tels que définis par la Stratégie Nationale de Recherche (SNR) dont les axes scientifiques sont décrits dans le plan d'action 2020 : innovation scientifique et technologique pour accompagner la transition énergétique ; une énergie durable, propre, sûre et efficace. En outre, notre contrat d'objectifs et de performances annuels (dernier en date du 23 Octobre 2018) nous incite à orienter nos activités vers les évolutions et innovations majeures des entreprises industrielles et de services pour saisir les opportunités des transformations numériques, énergétiques et environnementales et organisationnelles, thèmes en résonance avec les axes finalisés des GRT.

MINES ParisTech est engagé sur ces thématiques qui nécessitent un travail de recherche avancée. Citons quelques exemples :

- Economie – Les évolutions des marchés du gaz et ses conséquences pour la transition énergétique en Europe ; l'évaluation des réglementations européennes et des architectures des marchés du gaz ; l'analyse et le traitement des données des échanges et de l'acheminement.
- Mécanique – Le réseau installé est exploité depuis de très nombreuses années (années 1950 ou 1960). Son intégrité peut nécessiter un contrôle local (agression, etc.). En outre, il s'apprête à transporter de nouveaux gaz (biométhane, H₂), or une connaissance précise des caractéristiques mécaniques des installations est primordiale pour évaluer l'impact de ces nouveaux gaz sur leur intégrité. Il est essentiel de développer différents outils permettant l'utilisation de mini-éprouvettes pour mieux surveiller et dimensionner les installations industrielles tout au long de leur durée de vie. L'enjeu et la priorité pour les GRT se situent sur la réduction des indisponibilités du réseau (et donc sur la continuité d'acheminement du gaz). Le développement de recommandations pour la réalisation d'essais sur mini-éprouvettes est un enjeu scientifique d'importance, préoccupation en résonance avec d'autres applications industrielles.
- Matériaux – Le réseau s'apprête à transporter de l'hydrogène et les aciers sont sensibles à ce gaz. Il est important de trouver des solutions économiquement viables pour améliorer la tenue à l'hydrogène et donc l'intégrité du réseau de gaz. La fabrication additive par cold spray est une des solutions possibles, mais de nombreux verrous scientifiques et techniques subsistent.
- Procédés – Il faut favoriser l'émergence de nouvelles technologies de rupture pour la production d'hydrogène faiblement carboné à des coûts compétitifs à partir de gaz naturel transporté par le réseau gazier (cf : le dernier rapport de l'IEA publié en Juin 2019 dans le cadre du G20 qui s'est tenu au Japon « The Future of Hydrogen » dans lequel les développements menés à MINES-ParisTech sur la pyrolyse du méthane par voie plasma sont cités). La recherche dans ce domaine est clé pour permettre à la France de garder le leadership sur une technologie émergente qui fait aujourd'hui l'objet de très nombreuses recherches notamment aux USA et en Russie
- Matériaux – Le développement de technologies économiquement viables de production et distribution d'hydrogène et leur déploiement à grande échelle repose en partie sur la mise au point de nouveaux matériaux et composants, notamment pour l'électrolyse ou la compression électrochimique. C'est le cas des matériaux d'électrodes ou d'électrolytes, technologies haute ou basse température (nouveaux supports de catalyseur, conducteurs mixtes, catalyseurs sans platine, nouvelles architectures d'électrodes et de cellules...).

Mathématiques – Sur la transition énergétique, il est nécessaire de développer des modèles d'optimisation pour la prospective long terme, pour une gestion optimale des systèmes énergétiques.

Sur tous ces sujets, la recherche académique doit être soutenue et menée en collaboration avec les industriels de la filière.

Question 9 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRT7 pour GRT gaz et Teréga ?

Défavorable

Commentaire :

La réduction des Opex qui affecterait la R et D telle qu'elle est envisagée par la CRE irait à l'encontre de l'intérêt général. En premier lieu, contrairement à d'autres postes de dépenses, les ressources investies en R et D sont à l'origine d'effets externes positifs (spillovers) qui s'ajoutent aux bénéfices attendus par les entreprises qui les financent (réduction de leurs coûts, amélioration de leurs produits et services) et dont les usagers et clients tirent parti. Ainsi comme toutes dépenses en la matière, la R et D financée par les GRT à travers certains de ses résultats, méthodes, pilotes, compétences ou savoirs bénéficie à d'autres secteurs que le gaz ainsi qu'à des entreprises non gazières. Une diminution des dépenses de R et D des GRT se traduirait dès lors par une diminution proportionnelle de ces effets externes positifs. En second lieu, les GRT français seraient pénalisés s'ils se comportaient en passagers clandestins, attendant que leurs homologues étrangers contribuent à leur place à la R et D qu'ils ne conduiraient plus du fait d'un moindre budget. D'une part les GRT des autres Etats membres n'ont pas exactement les mêmes besoins de nouvelles connaissances scientifiques et techniques. D'autre part l'adoption et la valorisation de résultats de la R et D réalisée ailleurs présuppose des capacités de R et D internes. Lorsque celles-ci diminuent, les capacités d'adoption et de valorisation de travaux extérieurs diminuent. En troisième lieu, la transition énergétique exige des efforts de R et D et d'innovation sans précédent. Nul ne sait cependant quelles sont précisément les nouvelles technologies qui réduiront le mieux leurs coûts et amélioreront le plus leurs performances environnementales. De très nombreuses options sont ouvertes pour le stockage d'électricité et les gaz (e.g., méthane, H₂). Face à ces incertitudes il est nécessaire que les GRT qui ont des compétences particulières et qui exercent des activités particulières contribuent puissamment à l'effort général.

Question 10 : Avez-vous des remarques concernant les souscriptions prévisionnelles de GRT gaz et Teréga pour la période 2020-2023 ?

Pas d'avis

Question 11 : Avez-vous des remarques concernant les grands principes tarifaires et la méthode que la CRE envisage de retenir pour le tarif ATRT7 ?

Pas d'avis

Question 12 : Êtes-vous favorable aux niveaux de rabais envisagés par la CRE pour les capacités interruptibles aux PIT 5 ?

Commentaire :

Pas d'avis

Question 13 : Êtes-vous favorable à la suppression de l'IAPC et à la réduction, voire la mise à zéro, du terme tarifaire de livraison pour les sites fortement modulés ?

Commentaire :

Pas d'avis

Question 14 : Êtes-vous favorable à l'adaptation de la formule de calcul de la modulation hivernale pour les clients « à souscription » envisagée par la CRE à compter du 1er avril 2020 ?

Commentaire :

